L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 29 NOVEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 29 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 32 et 34 de la rue de la Douane — Porcelaine, paniers, etc.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan — Bottes, souliers et bredequins.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, au pied de la rue du Canal — Faience.

Par O. Vaiston, au Nos 35 et 37 rue des Magasins, coin Natchez — Cuirs pour semelles et harnais.

ATTENTION!

Vente à 10 heures, balance du stock de groceries faience, vie à vie la marché Poydras, aussi le bail et installations du dit magasin, par Eugène Tournè.

Farine. Farine.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy. Dé Mar.

SPECTACLES.

Samedi, 29 Novembre 1873.

OPERA. — A midi : L'Article 47 ; le soir : Un Caprice, Le Trouvère.

ACADEMIE. — A midi : Neck and Neck ; le soir : Struck Blind.

Situation financière de la Louisiane.

M. Charles Gayarré vient de publier dans le *Times*, sous forme de lettre adressée à l'éditeur de ce journal, un article où est exposée la véritable situation financière de notre Etat. Nous avons souvent traité ce sujet nous-même et nous sommes charmé de voir qu'il commence a attirer l'attention des hommes graves et intelligents de notre communauté. Quand cette situation sera établie dans toutes son horreur et suffisamment comprise, il faudra bien qu'on y porte remède, à moins de laisser le pays s'effondrer sous le poids d'un système de dettes infiniment trop fortes pour croire qu'elles aient été honnêtement et légitimement constituées. M. Gayarré en compose le tableau sans lui épargner aucune des couleurs si sombres qui ressortent des détails, et ces détails, nous n'avons pas besoin de le dire, sont effrayants. Ils touchent à toutes les industries et menacent toutes les existences. La situation n'est plus normale ; elle est excessive et la banqueroute est réellement sur le point d'être universelle. Elle résulterait des chiffres suivants :

La cour Suprême a décidé que la dette de l'Etat dépasse vingt-cinq millions, et c'est y mettre beaucoup de modération que de la porter à 30 millions seulement, car une addition de cinq millions est ce qui résulterait au moins de dettes contingentes dont le chiffre n'est pas au dessous de 20 millions.

La dette de la ville est actuellement de 23 millions, auxquels il faudra certainement ajouter deux millions pour dettes croissantes, flottantes ou pour déficit provenant d'une différence dans le montant de l'assessement, ou provenant de toute autre cause. En tout, 55 millions, sans compter les dettes de paroisses et villes dans tout l'Etat, dettes qu'on ne peut évaluer à moins de 5 millions, ce qui constitue un chiffre rond de 60 millions dont 55 millions portent un intérêt plus ou moins élevé, mais de beaucoup trop élevé si on le mesure aux forces pécuniaires du nombre très restreint des habitants de la Louisiane que nous pouvons ranger dans la catégorie des contribuables. Ce sont là les dettes publiques, capitalisées, consolidées, officiellement alignées dans nos budgets d'Etat, de villes et de paroisses.

Mais nous en avons d'autres qui forment aussi un capital redoutable et qui ne sont pas moins à la charge de nous tous que les premières. Ce sont celles que nous avons contractées envers l'Europe et dont nous usons dans nos départements industriel, mercantile, agricole, y compris les banques, chemins de fer, compagnies d'assurance, etc., etc., pour lesquelles nous ne payons pas d'impôts mais qui partagent nos profits sous le titre de dividendes, et qui, dans beaucoup de cas, absorbent une grande partie de nos ressources. C'est en effet de l'argent que nous faisons valoir pour autrui, et qui ne nous procure qu'une occupation simplement et strictement rémunératrice, sous forme de commission, de traitements et de salaire. On porte ces capitaux à 40 millions. Ils composent notre dette particulière envers l'Europe, et comme il faut en payer l'intérêt par l'abandon d'une grande partie du revenu, nous pouvons l'ajouter aux 60 millions de la dette publique, ce qui fait un total de dette atteignant au chiffre énorme de 100 millions.

Est-ce réellement tout et, en fait de dettes, n'avons-nous plus rien à mettre en ligne de compte ? Nous avons encore le plus gros, nous avons les taxes, dettes perpétuelles, dettes terribles, et sous l'énormité desquelles la population est écrasée.

Ces taxes s'élèvent à 13 millions ; 7 millions pour l'Etat, 5 millions pour la Nouvelle-Orléans et 1 million pour les paroisses. Et tout cela est évalué au bas mot ; pour être exact, il faudrait plutôt dire plus que dire moins. 13 millions qu'il faut joindre à l'intérêt dû pour 55 millions de dettes capitalisées et aux lacunes de revenus industriels causées par les dividendes distribués chaque année aux capitalistes étrangers. En tout 30 millions au moins, sans que de ces 30 millions il soit rien affecté pour l'amortissement de ce vaste capital.

C'est en vérité une désolation que la nécessité où l'on se trouve de confondre dans un même chiffre ce qui est dû l'Europe et ce qui est dû à l'Amérique, car l'Europe en nous prêtant ces capitaux n'a pas voulu nous nuire. Au contraire, elle a voulu nous aider et contribuer à notre prospérité par sa confiance. En cela, elle est allée quelquefois trop loin en prenant des titres véreux pour des valeurs légitimes. Alléchés par un haut intérêt, les capitalistes étrangers ont donné du crédit à ce qui n'aurait point dû en avoir et ont aidé ainsi au développement du monstre qui nous dévore aujourd'hui. Les capitalistes étrangers, s'ils eussent été plus scrupuleux, nous eussent épargné beaucoup de maux, et s'ils viennent à perdre, ce qui nous paraît inévitable, une partie de leurs placements irréfléchis, ils n'auront pas à se plaindre, car ils en auront retiré un intérêt beaucoup plus que leurs capitaux ne méritaient.

Cela dit, poursuivons ce triste bilan d'un Etat livré aux griffes de l'agiotage. En supposant, dit M. Gayarré dont nous acceptons ici les chiffres, que le nombre des contribuables soit de 100,000 sur une population de 730,000, la responsabilité de chacun d'eux pour la dette publique, portée à 60 millions, serait de $600 ; pour les $40,000 de dette particulière hors de l'Etat $400 ; pour les 12 ou 13 millions de taxes courantes $128, pour les 13 millions de taxes arriérées, soit pour la ville soit pour l'Etat, $130 ; total $1,248 par personne. Encore ne comptons-nous pas ici les contributions levées pour les dépenses du gouvernement fédéral. Ces contributions ont été diminuées et peu de personnes les payent aujourd'hui d'une manière directe, mais elles n'ont pesent pas moins indirectement sur tous et ceux qui les acquittent savent bien ce qu'elles sont. Maintenant, est-il exact de dire qu'il y a 100,000 contribuables dans l'Etat ? Beaucoup de gens prétendent que leur nombre ne dépasse pas 50,000 et c'est l'opinion de M. Gayarré. Alors c'est le double de $1,248 dont il faut grever chaque contribuable, ou $2,496, ou en monnaie française 12,500 francs, ce qui représenterait en France pour plus de trois millions de propriété foncière. Ici sur le taux de l'assessement actuel, cela représente à peine 180,000 francs, ou le quinzième. Qu'on juge ! De quelque manière qu'on tourne et retourne les chiffres, l'exposé en est effrayant et jamais rien de pareil ne s'est vu sous un gouvernement quelconque ; et cependant c'est un gouvernement républicain et de suffrage universel, qui donne le premier l'exemple de l'absorption totale de l'industrie agricole, mercantile et industrielle d'un peuple au profit non de l'Etat mais de l'officialité bureaucratique.

Nous ne pouvons pour aujourd'hui, faute d'espace, donner plus de développement à ce sujet ni réclamer de nos lecteurs une attention qui serait au-dessus de leurs forces. Mais nous y reviendrons et nous achèverons le tableau. Notre tache est quotidienne du reste ; et c'est graduellement que nous réussirons à faire entrer dans l'esprit des administrés, sans faire exception d'aucune classe, la nécessité d'une amputation radicale, dans la constitution de nos dettes, de nos taxes et de toutes nos charges. L'état court certainement à sa ruine totale si nous ne pouvons ou nous ne voulons lui appliquer un remède efficace et prompt. Quand cette vérité sera bien comprise, le peuple du suffrage universel, après tout le mal qu'il a fait, ne refusera peut être pas de coopérer au changement. Le suffrage universel doit s'instruire au moins par la souffrance, si ce n'est par l'intelligence, et quand on lui aura montré à nu les plaies de l'Etat, il ne voudra pas faire injure à la raison humaine, en continuant à appuyer les amis faux et pervers qui l'ont égaré jusqu'ici.

LA QUESTION DE CUBA.

On a remarqué que, depuis quelques jours, les nouvelles relatives aux relations entre les Etats-Unis et l'Espagne, sont tantôt belliqueuses, tantôt pacifiques. Au milieu de ces contradictions, il est difficile de démêler le vrai du faux, et il est probable que le gouvernement ne fera rien pour dissiper cette incertitude, afin de laisser au message présidentiel le privilége de faire connaître à la nation, tout à la fois, l'état des négociations et les vues de l'administration sur le différend.

Le Congrès doit s'assembler lundi prochain, et comme il est à présumer que la Chambre des Représentants réussira à s'organiser immédiatement, le message présidentiel pourra être adressé le même jour au Congrès. La teneur de ce message fera savoir au pays si c'est à la guerre ou à la paix qu'il doit se préparer. Des lettres particulières de Washington nous font croire que le président Grant incline à la guerre.

THEATRE DE L'OPERA. — Ce soir la seconde représentation du *Trouvère*. Elle sera précédée de la petite comédie en un acte *Un caprice*.

Demain *La Traviata*, avec Mlle Moïse't. *La Juive*, grand opéra d'Halévy, est en préparation pour la semaine prochaine. M. Gueymard remplira le rôle d'Eléazar.

ARRIVÉE DU STEAMER KOLN. — Le steamer *Koln*, de la ligne North German Lloyd, parti de Brême le 4 et de Southampton le 8 courant, a passé la barre hier à 1 heure 50 minutes après-midi. Il a dû arriver cette nuit ou ce matin de bonne heure à quai, au haut de la rue Ste-Marie.

Le Koln, qui semble être un steamer favori de la ligne de Brême à la Nouvelle-Orléans, avait un nombre considérable de passagers d'entrepont et de passagers de chambre, et dans la liste de ces derniers, nous voyons le nom de notre très honorable concitoyen, M. W. C. C. Claiborne, revenu ici avec une partie de sa famille, Mme et Mlles Claiborne, après une absence de deux années passées en France. Ils ne trouveront pas le pays fort amélioré, mais ils reverront au moins de bons et de nombreux amis qui se feront une fête de leur retour et auxquels, par conséquent, nous nous empressons de l'annoncer.

LE PROJET DE BANQUE FRANÇAISE. — Nous rappelons à nos lecteurs que c'est demain, dimanche, à midi, que doit avoir lieu l'assemblée générale convoquée pour entendre la lecture du projet de banque française. On se réunira dans la salle de la Parfaite Union, rue des Remparts.

LABORING, HOMESTEAD AND COOPERATIVE ASSOCIATION.—Nous avons reçu de M. Aristide Gérard une copie de la Charte d'une compagnie organisée sous le titre qui précède et dont l'objet se trouve ainsi défini dans l'article III.

ARTICLE III.

1 De permettre aux résidents de cet Etat d'acquérir un bien d'exploitation rurale (homestead.)

2 D'établir autant de magasin que cette association le jugera convenable pour le profit des actionnaires de cette compagnie; de posséder, recevoir, acheter et acquérir sous son nom comme corporation, des biens, réels et personnels, de sub liviser en lots toutes les terres ainsi acquises, de bâtir dessus, de les améliorer, de les louer, de les vendre ou d'en disposer, et de louer ou vendre toutes les autres terres que pourra posséder la dite association, soit au moyen d'une procuration, soit au moyen d'une agence ; de faire des avances sur bien fonciers ou autres garanties satisfaisantes, à toute personne, dans le but indiqué ci-dessus, etc.

Le temps nous manque pour étudier ce projet mais nous aurons prochainement occasion d'en parler plus longuement.

UN COING MONSTRE.—Nous avons reçu hier un fruit qui est assurément un remarquable échantillon de ce que peut produire le sol de la Louisiane. C'est un coing qui pese deux livres et qui mesure plus de douze pouces de circonférence. Ce beau fruit provient du jardin de M. A. M. Fernandez, de la maison Fernandez et Villa. Il ferait excellente figure dans une exposition. Le cognassier est un arbre qui doit réussir en Louisiane et il est à regretter qu'il ne soit pas cultivé sur une plus grande échelle. On fait avec les coings d'excellentes confitures qui rivalisent pour la finesse avec les véritables confitures de goyave : ces confitures portent le nom de cotignac dans le Loiret, et le cotignac d'Orléans est très renommé en France. La Nouvelle-Orléans pourrait en faire d'aussi bon avec des fruits du genre de celui que M. Fernandez a eu l'obligeance de nous apporter.

ARRIVÉE DU COLONEL MOODY. — Nous avons eu le plaisir de serrer, hier, la main à notre entreprenant et estimable concitoyen, le colonel S. N. Moody, qui vient de passer cinq mois en Europe, et qui nous a paru plein de santé et de vigueur et disposé, comme toujours, à tenir tête à la crise et à mettre à profit les circonstances. M. Moody a visité les principales capitales de l'Europe et a passé six semaines à l'Exposition Universelle de Vienne. Observateur sagace, il n'a pas manqué de se rendre compte des progrès faits par les industries dans les divers pays qu'il a visités, et son séjour à Vienne n'aura pas été perdu pour lui ni pour sa nombreuse clientèle qui aura l'occasion de se convaincre que le " Shirt's King " ne s'endort pas sur ses lauriers et qu'il est toujours le champion du progrès dans ce siècle de perfectionnement. M. Moody est de ceux qui pensent qu'il ne faut jamais désespérer et nous saluons son arrivée comme des assiégés saluent l'arrivée d'un renfort.

COMBATS DE COQ.—Le propriétaire de l'Amphithéâtre situé à l'angle des rues Dumaine et Roman annonce que la réouverture de cet établissement aura lieu demain, dimanche. Il y aura une série de brillants combats. Les amateurs sont invités à assister à cette séance de rentrée afin de s'inscrire pour la saison et de s'assurer leurs places.

NEW HEADQUARTERS SALOON.—C'est le nom d'un salon de rafraîchissements, No. 122 rue Carondelet, dont le propriétaire, M. John Donovan, fera l'ouverture ce soir, à 7 heures. Ce sera un établissement de premier ordre, et le propriétaire tiendra toujours à la disposition des messieurs les rafraîchissements de choix.

☞ Ceux qui veulent une bonne préparation pour les cheveux, doivent adopter le Rénovateur Sicilien Végétal des cheveux de Hall " Hall's Vegetable Sicilian Hair Renewer."

—Linge de dessous, chaud, pour messieurs, pardessus et autres vêtements confectionnés, d'hiver, pour jeunes garçons et pour enfants, chez B. T. Walsh, 190, rue du Canal.

INDUSTRIES LOCALES.

La grande fabrique de confiserie, située rue de la Vieille-Levée, N° 98, et fondée il y a déjà un assez grand nombre d'années par M. Turpin, vient de passer dans les mains d'un industriel aussi capable qu'énergique et entreprenant. M. Léon Médal n'est pas un nouveau venu parmi nous, car il est arrivé en Louisiane en 1851. Il a tenu plusieurs établissements, entr'autres le café des Arts, encoignure Chartres et St-Philippe, devenu très populaire pendant la guerre de sécession. En 1867, M. Médal étant allé à l'Exposition universelle de 1867, se trouva en contact avec les chefs des établissements de confiserie les plus renommés de la grande capitale du goût, et il rapporta de Paris un splendide assortiment de fruits cristallisés que les confiseurs de la ville écoulèrent en peu de temps. C'est à lui également qu'est due l'introduction, dans la consommation de notre ville, du fromage de Roquefort, consommation qui a pris depuis une grande extension.

Ces faits prouvent que M. Médal est ennemi de la routine et ils nous donnent l'assurance que sous son habile direction l'établissement dont nous nous occupons prendra un nouvel et rapide essor. Tout en se disposant à apporter à la fabrication des articles de confiserie tous les perfectionnements que lui suggérera son expérience, M. Médal, appréciant les nécessités de la crise, compte réduire les prix de façon à mettre à la portée de toutes les bourses les produits d'une industrie qui mérite, d'ailleurs, d'être soutenue et encouragée à titre d'industrie locale occupant un grand nombre de bras et assurant l'existence de familles nombreuses.

LE CONCERT-LOTERIE COMME MODE D'ASSURANCE.—Il n'est pas d'homme d'affaires sérieux dans aucune communauté qui néglige de s'assurer contre les risques inévitables ordinaires auxquels il comprend qu'il est constamment exposé. Par exemple, bien qu'il puisse croire qu'il n'y ait qu'une chance sur mille pour que le feu détruise ou endommage sa propriété, il n'hésite pas cependant à employer une partie de son capital pour être protégé dans son bien foncier ou dans son bien personnel. Il paye d'année en année une certaine somme de laquelle il n'attend aucun revenu, mais qui lui rend l'immense service de la protéger contre tous accidents ruineux. Nous ne connaissons pas de plan qui atteigne aussi complètement ce but que le plan actuel; il met à l'abri de toutes les circonstances malheureuses, d'une diminution de clientèle, d'un ralentissement de commerce, et de ces complications financières qu'aucune sagacité humaine ne pourrait prévoir et qu'aucune habileté ne pourrait contrôler. Il est dans le cercle des probabilités qu'un seul billet du tirage de la bibliothèque publique puisse procurer cette assurance précieuse.

Une avance de cinquante piastres peut remédier aux pertes de nombre d'années.

Louisiane.

Nous lisons dans le *Meschacébé* de Saint-Jean-Baptiste :

La roulaison est en partie terminée, et sa courte durée va donner de périlleux loisirs aux travailleurs noirs en attendant la reprise des travaux et les réengagements. Suspension forcée de salaires et misère pour eux, car on sait qu'ils n'économisent guère. Les pourvoyeurs d'autrui feront une maigre et insuffisante récompense à ces estomacs lointains. Que sera-ce lorsque les courtiers diminueront ou supprimeront les avances aux planteurs, et que ces derniers réduiront ou congédieront leurs ouvriers ?

On assure que la récolte totale de la Louisiane ne dépassera guère 75,000 boucauts, et probablement plus d'une sucrerie s'éteindra, sans compter celles que détruiront les incendiaires. C'est le cas pour le défunt Longstreet et d'aller chercher une autre patrie dans la reine des Antilles. Peut-être les circonstances, plus fortes que les hommes, feront elles une loi de l'exode africain.

On nous rapporte les chiffres de récolte ci-dessous : habitation François Wabre 75 boucauts de sucre, J.-B. Sarpy 60, J.-B. Haydel 35, Damien Hakdel 32, Barthélemy Haydel 30, A. Mialaret 25 1/2, Ulysse Jacob 25, Octave Rousseil 20, Chevalier d'Arenaboure 10.

—La perte causée par l'incendie de la sucrerie de M. Sylvestre Cambon est estimée à $45,000, 6/8 est en partie couverte par une assurance de $25,000. Il y avait, au moment du feu, 70 boucauts de sucre dans la purgerie.

—M. Michel Becnel récolte deux boucauts de sucre à l'arpent de ses dernières cannes.

—M. Laplace a essayé de la culture de la jute et a obtenu des résultats encourageants.

—M. de Lobel-Mahy pense que la jute réussira mieux que la canne à sucre aux planteurs de la Louisiane.

LA GUERRE ET L'ASSURANCE SUR LA VIE.

Une des Cours de Circuit des Etats-Unis vient de se prononcer sur une question relative à l'Assurance sur la vie qui intéresse d'une manière toute spéciale beaucoup de personnes dans les Etats du Sud.

Voici le point :

COUR DE CIRCUIT DES ETATS-UNIS DANS LE DISTRICT OCCIDENTAL DU TENNESSEE.—W. E. Tait et autres, héritiers du docteur Samuel Bond, décédé, contre la New York Life Insurance Company. Commons, J.

Une police d'assurance qui indemnise un ennemi public contre toute perte, en temps de guerre, est contraire à la loi ; et quand une semblable police a été prise avant les hostilités, elle se trouve abolie dès que la guerre commence. Les relations qu'elle établit entre belligérants constitueraient une violation de la loi.

Quand une police sur la vie porte que le non-paiement des primes dans les délais stipulés et entraîne l'annulation, le paiement en question est une condition qui doit s'exécuter avant tout ; le temps et de l'essence des contrats, et il ne peut pas y avoir de recouvrement, si le paiement n'a pas eu lieu exactement.

Lorsque l'exécution d'une condition préalable devient contraire à la loi, ou bien impossible par suite de force majeure, ce fait n'autorise pas de recouvrement en vertu du contrat. Ce cas diffère de ceux où la défense s'appuie sur une impossibilité née d'un acte ou violation de la loi survenue subséquemment.

Un contrat d'assurance, dont le maintien dépend de l'élection et des actes de l'assuré, n'est pas semblable à une dette, qui oblige d'une manière absolue et qui n'est suspendue que par la guerre.

Les rapports entre membres d'une corporation pour l'assurance mutuelle offrent les mêmes inconvénients que celles existant entre des associés ordinaires et sont dissout par la guerre pour les mêmes raisons.

Par le fait de l'état de guerre, les contrats se trouvent virtuellement dissous, non seulement parceque leur exécution nécessiterait des communications à travers les lignes ennemies, on parceque les biens qui en sont l'objet peuvent être pris, mais encore et surtout parceque l'exécution des dits contrats augmente les ressources de l'ennemi.

Une Cour d'Equité n'a pas le droit d'ordonner l'exécution spécifique d'un contrat en faveur d'une partie qui a manqué de remplir une condition qui est de l'essence du contrat, bien que la partie dont il s'agit en ait été empêchée par le fait que la dite condition est devenue plus tard, par force majeure, contraire à la loi ou impossible.

La Cour d'Equité ne saurait affranchir personne des effets qu'entraîne le non-accomplissement d'un acte, quoique ce non-accomplissement soit devenu plus tard, par suite de force majeure, le résultat de l'illégalité ou de l'impossibilité, quand l'acte en question peut être ou ne pas être accompli, et l'autre partie intéressée ne peut pas en exiger l'accomplissement.

L'acte d'un agent représentant une compagnie d'assurance, autorisé à recevoir des primes et à renouveler des polices, devient contraire à la loi quand l'assuré et l'assureur se trouvent ennemis publics.

Humes et Posten, pour les demandeurs. Randolph, Hammond et Jordan, pour les défendeurs.

—Le dernier amiral de France vient de mourir.

Il se nommait François Thomas Trébouar. Né en 1798, il était parti comme simple mousse et avait atteint, quatre années avant la fin de sa longue carrière, le plus haut grade qu'un marin puisse ambitionner.

Les premiers combats auxquels prit part l'amiral Tréhouart furent ceux de la fin de l'empire ; il se battit ensuite à Navarin, la Plata, commanda une division navale lors de l'expédition de Rome, et plus tard l'escadre de Crimée.

Il fut sénateur et grand'croix de la Légion d'Honneur.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

S. Farjeon Blanchard.

On dit que ce personnage est parti, hier après-midi, pour Washington, dans le but de chercher des preuves au moyen desquelles Osgood, à l'appui de ses prétendues révélations.

On dit aussi que ce jeune médecin a l'intention de finir à jamais la Louisiane, où on le connaît trop bien pour aller s'établir quelque part en Californie.

Nous avons déjà donné des élections qui va avoir lieu la semaine bien garnie, car on annonce facilement une fortune dans notre malheureux Etat, quand on a une conscience de caoutchouc et pas de scrupule.

F. B. Blanchard est un parjure, il l'a avoué lui-même, et les faits le prouvent.

Si nous avions des cours de justice, la place de cet homme serait marquée au pilori et celle de l'Etat à Baton-Rouge ; et loin de profiter de ses biens mal acquis, il irait traîner au pied le boulet de galérien.

Cour criminelle.

On a commencé, hier matin, le procès de l'Etat de la Louisiane contre George T. Couvreux, payeur de la Banque des Travailleurs, accusé de détournement de fonds.

L'inculpé est défendu par M. Luzenberg, et l'Etat est représenté par l'avocat de District Mc Enelis et par messieurs Benedict et Horner, avocats de la Banque.

Le Jury a été formé et les témoins à charge ont été appelés à faire leurs dépositions.

Le vice-président de la banque, M. J. H. Gardner ; le caissier, M. Joseph Méard et d'autres directeurs, M. Waltz, ont été les premiers entendus.

Leurs déclarations sont exactement les mêmes que celles qu'ils ont faites déjà devant le juge Cooper, lors de l'examen préliminaire de l'affaire.

Le témoignage de M. J. Gerber, qui a remis de M. Couvreux un billet faux de vingt dollars, est également d'un grand poids contre l'accusé. Le billet contrefait a été produit comme pièce de conviction. Le procès sera continué ce matin, et nous avons lieu de croire qu'il sera très long, car l'avocat de la défense, M. Luzenberg, semble disposé à entrer dans les détails les plus insignifiants.

La brigade métropolitaine.

Les vaillants métropolitains se sont réunis, hier soir, au bureau central de la police, sous la présidence de leur chef, le grand général Badger.

Il paraît que le héros de Stone-Martinville et de la parodie Grant se proposent de sortir en procession, dans le courant du mois de décembre, afin d'intimider notre nouveau Maire et de lui faire avouer certaine validité de révolte contre le gouvernement usurpateur de Kellogg pendant la séance du premier Congrès.

On dit même que l'on doit craindre de ces braves militaires. Ils ont donné le mesure de leur valeur à St-Martin, et l'expédition de l'Ozark leur fait le plus grand honneur.

A la Convention du peuple, qui siégeait il y a trois jours, à la salle Grünewald, on délégua de la campagne, le docteur Tarleton, de St-Landry, a dit, que si le président Grant consentait à retirer ses troupes de la Louisiane et à garder la neutralité pendant vingt-quatre heures, seulement, Kellogg serait honteusement chassé de l'Etat, au désir de ses jacasseries.

Le docteur Tarleton a dit vrai. Le peuple est fatigué de voir un misérable aventurier jouer le rôle d'un tyran, et plus fatigué encore de subir les insolences de la brigade métropolitaine.

Un heureux coquin.

Nous apprenons qu'un citoyen de la paroisse s'est glissé, lundi soir, dans la maison habitée par M. E. H. Chadwick, sise au coin des rues Canal et Broad, et qu'il a réussi à s'esquiver après s'être approprié une montre en or et $1000 en monnaie courante. Ce coquin n'a pas laissé sa carte, nécessairement, et il est plus que probable qu'il mène grand train, en ce moment, avec sa fortune mal acquise.

On se demande ce qu'est devenu le papier-monnaie, et ces temps de crise et de chèques certifiés ?

Nous référons ceux qui sont en quête d'informations à messieurs de la pègre.

Ces estimables industriels savent toujours où trouver l'argent que l'on cache.

Seconde.

Le ten s'est déclaré, vers minuit et demi, hier soir, dans une maison sise au coin des rues Dauphine et Canal, dans le café tenu par M. Claude. L'alarme a été donnée par la boîte portant le No. 145. Nous n'avons pu avoir d'autres détails, vu l'heure avancée.

TEMPERATURE. — 28 Novembre 1872 Thermomètre de C. Durameil, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades
6 A. M.	55	12
12 M.	70	21
3 P. M.	72	22
6 P. M.	60	20

—Mme Christine Nilsson-Rouzaud a consenti à donner son concours à un grand concert de bienfaisance. Le concert aura lieu à l'Académie de musique à New York, le mardi 2 décembre, avec le concours de M. Max Strakosch et sous les auspices de la société d'émigration scandinave de New York. Mme Nilsson sera secondée par les artistes et l'orchestre de la Patti italienne de grand opéra.

Voici la lettre par laquelle la grande cantatrice a promis son concours :

New-York, 26 novembre.

Messieurs,

C'est avec le plus grand plaisir que je chanterai le mardi 2 décembre prochain, au bénéfice de nos malheureux compatriotes, puisque M. Strakosch a donné son consentement à cette bonne œuvre et a fixé cette date.

Je serai toujours heureuse, partout où je me trouverai, de venir en aide à ceux qui souffrent loin de ma patrie.

Veuillez croire, messieurs, à mes bons meilleurs sentiments.

CHRISTINE NILSSON-ROUZAUD.

To the Scandinavian Emigrant Protection Society of New York.

ENTREPOT DE TAPIS.

No. 17 de la rue de Chartres.

A. BROUSSEAU, Importateur,

Offre, en gros et en détail,

TAPIS—1000 pièces anglais et américains, TOILES CIRÉES, à planchers, de tables et de planches.

NATTES—1000 rouleaux Nattes blanches, à carreaux et autres.

STORES, Verticaux, pour portes de tables et de planches.

RIDEAUX en damas de laine et autres. Nouveautés. BROCATELLES, CUTELINES, tentes, TOILES, &c.

CORNICHES, cuivre, bois, &c.

CORIN, guimpe, patente, &c., &c. 7Nov7—6PP

ENTREPOT DE TAPIS

ET DE TOILES CIRÉES.

ELKIN & CO.,

168.....RUE DU CANAL.....168

RECEVIENT, en ce moment, de nouveaux genres de—

TAPIS anglais, Velours et Bruxelles ;

TAPIS trois plis et Ingrain ;

TOILES CIRÉES de toutes largeurs ;

STORES, Verticaux, &c., qu'ils offrent à très bas prix.

16 sept—1an PP

Louisiana Cock Pit,

A l'angle des rues Dumaine et Roman.

Le Cock Pit sera ouvert DIMANCHE, 30 novembre, à 11 heures du matin. Il y aura une série de combats auxquels les meilleurs coqs prendront part. Les amateurs sont priés d'assister à cette ouverture, afin de s'assurer leurs places et de prendre les arrangements nécessaires pour la saison.

29 nov—2 PP

New Head Quarters Saloon.

LE soussigné a l'honneur d'annoncer à ses amis et au public qu'il fera ce soir, 29 courant, l'ouverture de son salon de rafraîchissements, No 122 rue Carondelet, Nouvelle-Orléans. Il aura toujours à la disposition des consommateurs de la saison de choix. Lunch, tous les jours.

JOHN DONOVAN.

CHAUSSURES! CHAUSSURES!

MAGASIN ROUGE!

coin Royale et Dumaine.

BON MARCHÉ! BON MARCHÉ!

La grande question du jour pour

TOUT LE MONDE

est de trouver les articles de première nécessité au

MEILLEUR MARCHÉ POSSIBLE!

Le soussigné a l'honneur de prévenir le public qu'il a fait une

NOUVELLE RÉDUCTION

sur ses prix, à partir de ce jour

Samedi, 29 novembre 1873,

et il invite tout le monde à visiter le

MAGASIN ROUGE,

coin Royale et Dumaine,

pour s'en convaincre.

29 nov—3 cl. D. PP M. LION, Agt.

Chienne Perdue.

Lundi soir, 24 novembre, une chienne bull terrier, couleur fauve, a disparu de la rue de L'ESPLANADE. La personne qui la ramènera à 27 rue de L'ESPLANADE, recevra une bonne récompense.

Cinquante mille piastres

SERONT prêtées sur la MÉTROPOLITAN LOAN AND EXCHANGE OFFICE, au No. 14 de la rue du Camp, entre celles du Côté Neuf, des BANQUES, THÉÂTRE, MONNAIE, DOUANE, HÔTEL DE VILLE, OBLIGATIONS DE L'ETAT OU DE LA VILLE, et en banque de quelque valeur que ce soit. Les affaires seront traitées avec célérité et discrétion. Les prêts ne seront pas divulgués. Les prêts ne seront pas faits pour plus de trois mois, et pourront être remboursés à volonté. Les prêts ne seront pas faits pour plus de la moitié de la valeur des articles déposés. Les articles déposés seront estimés par des personnes compétentes. Les articles déposés seront vendus publiquement, après avoir été annoncés pendant trois jours, si le prêt n'est pas remboursé avec les intérêts dus à l'époque fixée.

H. H. HARRIS, Collecteur.

Nlle-Orléans, 28 novembre 1873. 29 nov—2t

Institutrice.

UNE DAME qui peut enseigner l'Anglais, le Français, le Musique et le Dessin, désire trouver une place d'institutrice dans une famille de cette ville, soit à la campagne. S'adresser au bureau de l'Abeille, 73 rue de Chartres.

ETAT DE LA

BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE.

(Capital et Actif)

A la clôture des affaires de

Lundi, 24 novembre 1873.

RESSOURCES.

Propriété bancaire	$ 125,000 00
Dette active	125,000 00
Dette suspendue (vaut perceptible)	283,283 71
Effets à recevoir (pris en règlements)	283,283 71
Prêts et comptes-joints	945,000 00
Département des actions hypothécaires	
Fonds	1,500,000 00
Change étranger et change sur place	
sols (au pair)	284,666 20
Espèces	270,144 40
Legal Tenders	300,000 00
Dépôts au Trésor	
Numéraire	125,000 00
Certificats du Tréasury Notes	102,000 00 — 102,000 00
Total de l'actif	$3,956,377 64

PASSIF.

Dépenses individuelles	$1,300,000 00
De par des banques et des banquiers étrangers	2,512 75
Billets en circulation	75,170 00
Certificats du Clearing House	102,000 00
Autres obligations au comptant	4,000 00
Total de passif	$1,373,682 75
Capital	$1,500,000 00
Fond de réserve	100,000 00
Profits et pertes	129,111 84— 2,129,111 84
	3,956,377 64

JNO. G. GAINES, Président.

J. L. DRÉRE, Caissier. 27 nov—2t PP

AVIS AU PUBLIC.

Je désire informer le public, et tous spécialement mes marchands de commerce, que je ne suis plus, et de la manière la plus absolue, associé à aucune personne dans le commerce de matériel de BOUBRIER & CO.

Je crois en trois de remonter le 4e bâtiment, et, y ajoutant tel matériel qui lui fasse adhérent indispensable, je compte

J'ai fait toutes les démarches pour me procurer les meilleurs et les plus expéditifs moyens de sauvetage connus.

Les ingénieurs sont convenus le 15 décembre prochain à l'embouchure des rues Robertson et Germaine ; bureau, 107 Canal.

Les actions qui restent encore à M. Boubrier & Co. seront payables à M. Boubrier, à mon bureau, 107 Canal.

F. BOUMARD.

Nous prenons la suite des affaires ci-dessus de M. Boumard, comptons servir les mêmes clients et tous les éléments nécessaires pour expédier un établissement de laboratoire et de hangars à leur entière satisfaction.

E. BOUBRIER & CO.

No 107 rue de Chartres.

27 nov—1m

Avis au Public.

E. BOUBRIER, de l'ancienne maison E. BOUBRIER & CO., informe ses amis et le public en général qu'il a repris son ancien établissement, No 107 rue Canal, et qu'il est prêt à exécuter tous les ordres qu'on voudra bien lui donner.

Il espère, par son expérience et son attention à satisfaire ses clients, mériter la confiance et le patronage qu'il sollicite.

E. BOUBRIER.

Nouvelle-Orléans, 27 novembre 1873. 27 nov—1m

DEMANDE DE COUVERTURES EN GANTS.

QUI demande, de suite, des ouvrières pour la confection des gants. Le prédécesseur de la présente maison a été primé à l'Exposition de 1867. Pour les renseignements, s'adresser à M. Pujol, Esplanade, au No 322 entre les rues Derbigny et Esplanade.

COMPTOIRS

ADOLPHE LEMANNE,

507.....Chartres Général.....507

Entre Dumaine et Ste. Anne.

2 Diplômes, 1 Certificat à la Foire d'Ignace de la Louisiane 1872.

SPÉCIALITÉS pour Hommes nouvelle, Cotons et Soies, Dentelles, Rubans, Gants, Mouchoirs, Cravates, Bretelles, Ombrelles, Parapluies, Corsets, Jupons, Crinolines, Bonnets, Chapeaux, Fleurs, Plumes, Modes, Tissus, Draperies, Tapis, Rideaux, Meubles, Literie, Matelas, Couvertures, Lainages, Flanelles, Draps, Toiles, Blanc, Linge de table, Serviettes, Nappes, Essuie-mains, Mouchoirs, Bonneterie, Chaussures, Articles de Voyage, Maroquinerie, Articles de Fantaisie, Jouets, Articles de Ménage, Porcelaines, Verrerie, Cristaux, Lampes, Quinquets, Articles de Cuisine, Ustensiles, Outils, Articles de Pêche, Articles de Chasse, Armes, Munitions, Articles de Sport, Articles de Bureau, Papeterie, Librairie, Musique, Instruments, Articles de Peinture, Articles de Dessin, Articles de Modelage, Articles de Sculpture, Articles de Gravure, Articles de Photographie, Articles de Lithographie, Articles de Typographie, Articles de Reliure, Articles de Brochure, Articles de Cartonnage, Articles de Papeterie, Articles de Librairie, Articles de Musique, Articles de Peinture, Articles de Dessin, Articles de Modelage, Articles de Sculpture, Articles de Gravure, Articles de Photographie, Articles de Lithographie, Articles de Typographie, Articles de Reliure, Articles de Brochure, Articles de Cartonnage, Articles de Papeterie, Articles de Librairie, Articles de Musique, Articles de Peinture, Articles de Dessin, Articles de Modelage, Articles de Sculpture, Articles de Gravure, Articles de Photographie, Articles de